

**ACCORD GENERAL SUR LE  
COMMERCE DES SERVICES**

RESTRICTED  
**S/NGBT/W/3/Add.11**  
20 octobre 1994

(94-2128)

---

**Groupe de négociation sur les  
télécommunications de base**

Original: anglais

COMMUNICATION DE LA REPUBLIQUE DE COREE

Réponse au questionnaire sur les télécommunications de base

La communication ci-jointe est distribuée aux membres du Groupe de négociation sur les télécommunications de base à la demande de la République de Corée.

---

## PARTIE I

### Définitions et structure du marché

#### Définitions

##### 1. Classification des services

Les services de télécommunication sont classés en services de réseau et services à valeur ajoutée sur la base de la possession des installations de réseau de télécommunication:

- Les services de réseau sont définis comme étant des services de télécommunication qui sont fournis au moyen des installations de réseau de télécommunication de fournisseurs de services de réseau ("NSP") qui possèdent et exploitent leurs propres installations de réseau. Les services de réseau sont classés en outre en services généraux et services spécifiques en fonction de leur spécificité technique ou de limitations géographiques.
- Les services à valeur ajoutée désignent des services de télécommunication qui sont fournis au moyen d'installations de télécommunication louées à des fournisseurs NSP et qui assurent l'enregistrement, le traitement et la retransmission différée des informations.

##### Classification des fournisseurs de services

Les fournisseurs de services de télécommunication qui possèdent et exploitent leurs propres installations de réseau sont définis comme étant des fournisseurs de services de réseau ("NSP") et ceux qui fournissent des services de télécommunication en utilisant des installations de réseau de télécommunication louées à des fournisseurs NSP comme étant des fournisseurs de services à valeur ajoutée ("VSP"). Les fournisseurs NSP sont en outre classés en fournisseurs de services généraux ("GSP") et fournisseurs de services spécifiques ("SSP") sur la base d'attributs techniques et de limitations géographiques des services fournis.

L'étendue et la nature des services de télécommunication devant être offerts par un fournisseur de services de télécommunication sont déterminées par la classification de ce dernier:

- Les fournisseurs GSP sont autorisés à offrir les services de téléphone, de télégraphe, de télex, de lignes louées, de transmission de données, de télécopie ainsi que d'autres services désignés par le Ministre des communications (ci-après dénommé "le Ministre").
- Les fournisseurs SSP offrent des services de télécommunication qui sont soumis à des limitations techniques ou géographiques, comme les services de téléphonie cellulaire, de radiorecherche, de canaux de radio ainsi que d'autres services désignés par le Ministre.
- Les fournisseurs VSP sont autorisés à offrir des services à valeur ajoutée comprenant les services de bases de données en ligne et de traitement informatique à distance, les services de transmission simple de données ainsi que d'autres services désignés par le Ministre.

##### 2. Voir la réponse donnée au paragraphe 1.

3. Parmi les secteurs de services de télécommunication énumérés dans Classification sectorielle des services (MTN.GNS/W/120), seuls les fournisseurs NSP peuvent offrir les services de télécommunication suivants:

- services de téléphone
- services de télex
- services de télégraphe
- services de télécopie
- services de circuits loués privés.

#### Structure du marché

4. Conformément à la Loi sur les télécommunications, seuls les fournisseurs NSP sont autorisés à offrir des services de réseau tels que les services téléphoniques et les services de téléphonie cellulaire. Pour plus de détails, voir la réponse donnée au paragraphe 1.

5. Les services de réseau ne peuvent être fournis que par les fournisseurs NSP. Les fournisseurs NSP opérant actuellement en Corée ont l'une des structures suivantes: entité publique en partie contrôlée par l'Etat, société en partie contrôlée par l'entité publique et société privée.

6. Conformément à l'article 6 de la Loi sur les télécommunications, la participation d'étrangers au capital des fournisseurs GSP n'est pas autorisée. Conformément à l'article 18 de cette loi, des gouvernements étrangers et des étrangers peuvent détenir jusqu'à un tiers des actions donnant droit de vote des fournisseurs SSP.

Les niveaux actuels de participation étrangère que l'on peut déterminer sont les suivants:

- Korea Mobile Telecom. (fournisseur de services cellulaires et de services de radiorecherche): 10 pour cent
- Shinsegi Telecomm Inc. (fournisseur de services cellulaires): 22,2 pour cent.

7. a) Parmi les services dont la fourniture par des fournisseurs NSP est autorisée, les services suivants sont ouverts à la concurrence: services téléphoniques internationaux, services de téléphonie cellulaire, services de radiorecherche, services de transmission simple de données et services de circuits loués privés.

b) A l'heure actuelle, aucun fournisseur étranger ne participe à la fourniture de services de réseau, hormis la participation au capital mentionnée dans la réponse à la question 6.

8. La Corée a conclu jusqu'à présent des accords bilatéraux concernant les réseaux à valeur ajoutée (VAN) avec les Etats-Unis, le Japon et l'Australie. Ces accords autorisent la fourniture de services de transmission de données par des fournisseurs VSP. La Corée s'est également engagée à autoriser la fourniture de services de transmission de données par des fournisseurs VSP dans sa Liste nationale d'engagements spécifiques, partie intégrante de l'Accord général sur le commerce des services du Cycle d'Uruguay.

PARTIE IIConcurrence

Sous-secteur	Situation en matière de concurrence	Limitations à l'accès au marché	Limitations au traitement national
Services de téléphone*	Service international: Duopole Autres: Monopole	Les investissements étrangers ne sont pas autorisés.	Sans objet (s.o.)
Services de transmission de données avec commutation par paquets***	Concurrence	Néant	Néant
Services de transmission de données avec commutation de circuits***	Concurrence	Néant	Néant
Services de Téléx*	Monopole	Les investissements étrangers ne sont pas autorisés	s.o.
Services de télégraphe*	Monopole	Les investissements étrangers ne sont pas autorisés	s.o.
Services de télécopie*	Service international: Duopole Autres: Monopole	Les investissements étrangers ne sont pas autorisés	s.o.
Services de circuits loués privés*	Duopole	Les investissements étrangers ne sont pas autorisés	s.o.
Services de téléphonie cellulaire**	Duopole	Les investissements étrangers sont autorisés à hauteur d'un tiers****	s.o.
Services de radiorecherche**	Oligopole/duopole	Les investissements étrangers sont autorisés à hauteur d'un tiers****	s.o.
Services mobiles pour données**	Indéterminée	Les investissements étrangers sont autorisés à hauteur d'un tiers****	s.o.

Note: Les prescriptions en matière de licence nationale sont les suivantes:

- \* Désignation comme fournisseur GSP
- \*\* Licence de fournisseur SSP
- \*\*\* Enregistrement comme fournisseur VSP
- \*\*\*\* Restrictions en matière de contrôle/participation au capital d'un fournisseur SSP, conformément à l'article 18 de la Loi sur les télécommunications:
- Les sociétés dont le représentant est un étranger ou dont plus d'un tiers des cadres sont des étrangers ne sont pas autorisées à recevoir une licence de fournisseur SSP.

- Les entités suivantes ne sont pas autorisées à devenir l'actionnaire principal d'un fournisseur SSP ou à détenir plus d'un tiers des actions donnant droit de vote de fournisseurs SSP:
  - gouvernements étrangers;
  - étrangers; et
  - sociétés contrôlées à 50 pour cent ou plus par des gouvernements étrangers ou des étrangers.
- Les constructeurs nationaux ou étrangers d'équipements de télécommunication tels que les équipements de commutation, les câbles de communication ou les équipements de transmission ne sont pas autorisés à détenir plus de 10 pour cent des actions avec droit de vote d'un fournisseur SSP.

Conformément à l'article 17 de la Loi sur les télécommunications, les critères génériques d'attribution de licence pour un fournisseur SSP sont les suivants: satisfaction de la demande du client, adéquation des équipements, possession des ressources financières et de la technologie nécessaires, conformité avec le plan des télécommunications à long terme du Ministère des communications.

Conformément à l'article 23 de la Loi sur les télécommunications, les critères d'enregistrement d'un fournisseur VSP sont les suivants: capacité financière, possession des installations et aptitude technique.

#### Services locaux/à grande distance/internationaux

1. L'ensemble du territoire national est divisé en 146 zones d'appel sur la base du contrat normalisé de Korea Telecom. Tout appel à destination de la même zone est défini comme étant un appel local alors que des appels entre zones différentes sont des appels nationaux à longue distance.

2. Lorsque des fournisseurs de services de télécommunication veulent signer, modifier ou annuler des accords ou des contrats concernant les télécommunications internationales, ils doivent obtenir l'approbation du Ministre, conformément à l'article 59 de la Loi sur les télécommunications.

#### Revente

3. La revente au plan international de circuits loués privés de transmission de données est autorisée. L'interconnexion des deux extrémités de circuits loués privés de transmission de données et du réseau public est autorisée sous réserve de réciprocité entre la Corée et le pays concerné.

La revente au plan international de circuits loués privés pour les communications vocales n'est pas autorisée. L'interconnexion de circuits loués privés pour les communications vocales et du réseau public est interdite.

4. La revente de la capacité excédentaire des circuits loués privés de transmission de données au niveau national est autorisée.

La revente simple de la capacité excédentaire des circuits loués privés pour les communications vocales est autorisée uniquement à condition que ceux-ci ne soient pas connectés à des équipements de commutation et que l'interconnexion avec le réseau public ne soit autorisée qu'à l'intérieur de la même zone d'appel.

### Installations

5. Les fournisseurs de services qui sont désignés ou obtiennent une licence comme fournisseurs NSP conformément à la Loi sur les télécommunications sont autorisés à construire et exploiter leurs propres installations de réseau.

### Services publics/non publics

6. Le régime réglementaire actuel ne reconnaît pas le statut de fournisseur non public de services de télécommunications de base.

7. Tous les services de télécommunication qui sont fournis exclusivement par des fournisseurs NSP doivent être fournis au public en général.

8. Voir la réponse donnée au paragraphe 7.

9. Les fournisseurs NSP dûment désignés ou ayant obtenu une licence conformément à la Loi sur les télécommunications sont soumis aux obligations suivantes:

- investir dans la recherche-développement de technologie avancée de télécommunication;
- apporter une contribution financière aux institutions et associations de recherche sur les télécommunications;
- présenter un plan d'acquisition de matériel de télécommunication;
- exploiter et entretenir des installations de télécommunication;
- contrats normalisés;
- assurer l'interconnexion et l'utilisation en commun des installations de télécommunication;
- exercer une concurrence loyale;
- rendre publique l'offre d'un service de réseau ouvert;
- présenter des données comptables et un rapport d'activité; et
- établir et communiquer des statistiques sur les activités de télécommunication.

10. Le sens exact de la question n'est pas clair.

11. L'exploitation de cabines téléphoniques à prépaiement est un service auxiliaire des services téléphoniques et des services de téléphonie cellulaire. Elle est en conséquence réservée aux fournisseurs NSP désignés ou détenteurs d'une licence pour la fourniture des services téléphoniques et des services de téléphonie cellulaire.

### PARTIE III

#### Questions réglementaires

##### Rapports entre les fonctions réglementaires et opérationnelles

1. Conformément à la Loi sur les télécommunications, toutes les parties intéressées sont invitées à exprimer leur opinion lors de l'élaboration de mesures importantes de politique générale par le Ministère des communications (MOC). En cas d'établissement d'une nouvelle loi ou de révision d'une loi existante, le projet de texte est publié au journal officiel pendant une période de temps prédéterminée.

L'Association pour la technologie des télécommunications (TTA), créée conformément à la Loi sur les télécommunications, établit des normes et en assure la diffusion. Toute partie intéressée peut participer à l'élaboration de ces normes.

2. L'Association est chargée de fixer des normes facultatives, conformément à la Loi sur les télécommunications.

Le Ministre peut fixer des spécifications techniques et publier un avis officiel en ce qui concerne les installations de télécommunication dans les cas suivants:

- pour assurer la sécurité du personnel et des installations;
- pour assurer une exploitation efficace et une fourniture diversifiée des services de télécommunication; et
- pour des questions importantes généralement en rapport avec les usagers, les constructeurs et les fournisseurs de télécommunication.

3. Le Ministère des communications est responsable de l'ensemble de la réglementation touchant les télécommunications.

La Commission coréenne des communications (KCC) a été créée par la Loi sur les télécommunications en vue de préserver une concurrence loyale et effective, de protéger les droits des usagers et d'examiner/arrêter la politique générale en matière de télécommunication. Elle prend ses décisions à la majorité. Une partie peut contester une décision de la Commission en recourant au mécanisme général de règlement des différends prévu dans le système juridique coréen.

##### Allotissement ou assignation des fréquences

4. Le Ministère des communications procède à l'allotissement de fréquences radioélectriques à des catégories de services spécifiques en se fondant sur le Règlement des radiocommunications de l'Union internationale des télécommunications, l'évolution de la technologie et les besoins futurs prévus.

Compte tenu de l'évolution de la technologie, de la politique de concurrence et de la structure du marché, il délivre à un nombre approprié de fournisseurs de services des licences de services de télécommunication hertzienne, dans les limites des fréquences radioélectriques disponibles qui peuvent être alloties. Les fournisseurs de services détenteurs d'une licence de fournisseur SSP peuvent demander au Ministère l'assignation de fréquences radioélectriques en vue d'offrir les services qui font l'objet de la licence dans la gamme des fréquences alloties.

5. Les étrangers ou fournisseurs étrangers de services, tels qu'ils sont définis à l'article 5 de la Loi sur les radiocommunications, ne peuvent pas créer de station de radiocommunication en Corée. Toutefois, cette création est autorisée sur une base de réciprocité en ce qui concerne un nombre limité de stations terrestres mobiles.

#### Codes de numérotage et d'identification

6. Le Règlement sur la gestion du numérotage des télécommunications, établi conformément à l'article 36 de la Loi sur les télécommunications et également sur la base de la Recommandation du CCITT, régit les procédures, prescriptions et critères utilisés pour l'attribution des codes de numérotage et d'identification. Lorsqu'ils demandent l'attribution de codes au Ministère des communications, les fournisseurs de services de télécommunication sont tenus de présenter une documentation sur la configuration de leur réseau de service et sur l'utilisation prévue des codes.

7. Le traitement national est accordé aux fournisseurs étrangers de services de télécommunication qui ont obtenu l'accès au marché coréen des télécommunications.

#### Normes, homologation et raccordement des équipements

8. Trois types de normes obligatoires sont en place:

- homologation des équipements de télécommunication filaires;
- homologation des équipements de télécommunication sans fil; et
- essai de perturbation électromagnétique pour les équipements émettant des rayonnements électromagnétiques.

9. Le secteur privé, les ressortissants coréens ou sociétés coréennes et les étrangers ou sociétés étrangères peuvent participer à l'élaboration des normes dans le cadre de l'Association pour la technologie des télécommunications, y compris en faisant des commentaires avant l'adoption de normes.

10. En ce qui concerne les équipements qui doivent être homologués, voir la réponse donnée au paragraphe 8.

L'autocertification n'est pas autorisée.

Des consultations bilatérales sont en cours en vue de conclure des accords de reconnaissance mutuelle pour la certification des équipements de télécommunication avec: l'Australie, le Canada, l'Union Européenne et les Etats-Unis.

L'homologation est exigée pour les équipements de fabrication étrangère.

11. Les équipements de télécommunication filaires doivent être conformes aux dispositions concernant les équipements terminaux contenues dans le Règlement technique sur les installations de télécommunication. Les équipements de télécommunication sans fil doivent être conformes au Règlement technique sur les équipements radiocommunication.

12. Le sens de cette question n'est pas clair.

13. Les usagers peuvent choisir eux-mêmes les équipements terminaux qu'ils raccordent au réseau.



### Interconnexion

14. L'interconnexion est régie par les articles 34 et 35 de la Loi sur les télécommunications et l'Avis concernant les critères d'interconnexion de réseaux. L'Avis spécifie, entre autres, le système d'interconnexion, le calcul de la taxe d'interconnexion et les modalités de règlement.

15. Lorsqu'un fournisseur de services de télécommunication reçoit une demande d'interconnexion d'un autre fournisseur de services de télécommunication, un accord d'interconnexion doit être conclu dans les trois mois qui suivent la demande, sauf circonstances exceptionnelles. Cet accord doit être conforme à l'Avis concernant les critères d'interconnexion de réseaux et doit être approuvé par le Ministre conformément à l'article 34 de la Loi sur les télécommunications. L'approbation est également exigée pour la modification ou l'annulation d'un accord d'interconnexion.

Le Ministre peut imposer un accord d'interconnexion aux fournisseurs de services de télécommunication si un tel accord n'est pas ou ne peut pas être conclu dans le délai de trois mois suivant la demande ou si le Ministre décide que l'interconnexion est nécessaire pour défendre des intérêts publics.

16. L'interconnexion des circuits loués et des réseaux publics de données est autorisée conformément aux contrats normalisés des fournisseurs NSP concernant les circuits loués.

17. L'accord d'interconnexion doit être conforme à l'Avis concernant les critères d'interconnexion de réseaux, définis sur la base de l'article 35 de la Loi sur les télécommunications. La taxe d'interconnexion est déterminée en fonction des critères spécifiés dans l'Avis et celui-ci s'applique à tous les fournisseurs de services de télécommunication. Elle est fondée en principe sur le coût de l'interconnexion.

Les fournisseurs de services de télécommunication doivent soumettre au Ministre les documents suivants pour obtenir l'approbation, la modification ou l'annulation d'un accord d'interconnexion:

- une copie de l'accord d'interconnexion;
- un document concernant la taxe sur les règlements et les méthodes de règlement; et
- un plan contenant des renseignements de base sur l'interconnexion.

### Mesures de sauvegarde contre les pratiques anticoncurrentielles

18. En ce qui concerne les pratiques anticoncurrentielles, lorsque des fournisseurs de services de télécommunication fournissent dans des conditions de concurrence des services identiques ou similaires, le Ministre peut prendre des mesures correctives conformément à l'article 37 de la Loi sur les télécommunications et à la Directive de juillet 1993 sur une concurrence loyale dans les services de télécommunications.

Lorsqu'il a été constaté que des fournisseurs NSP ont eu recours à des pratiques déloyales ou anticoncurrentielles, le Ministre, après examen par la Commission coréenne des communications (KCC), peut exiger qu'ils prennent des mesures spécifiques, telles que:

- séparation structurelle des fournisseurs NSP;
- interdiction des subventions croisées;

- divulgation d'informations au sujet des services de télécommunication à l'origine du différend;
- modification des accords d'interconnexion entre fournisseurs NSP et fournisseurs VSP;
- modification des contrats normalisés ou des statuts des fournisseurs NSP;
- interdiction des pratiques des fournisseurs NSP qui restreignent de manière déloyale les activités de nouveaux fournisseurs de services de télécommunication; et
- interdiction de la fourniture de services de télécommunication, de l'installation d'équipements de télécommunication et de toutes autres pratiques des fournisseurs NSP qui restreignent la concurrence entre fournisseurs de services de télécommunication ou nuisent aux intérêts des usagers.

19. Les lois relatives aux télécommunications n'établissent pas de distinction entre les fournisseurs ayant une position dominante et les fournisseurs n'ayant pas une position dominante.

La séparation des comptes et la fourniture d'un service de réseau ouvert sont prévues dans la Directive sur une concurrence loyale dans les services de télécommunication (voir également la réponse donnée au paragraphe 18).

20. La Loi sur la réglementation des monopoles et la concurrence loyale régit les pratiques de monopole dans l'ensemble de l'industrie. Elle s'applique aux activités suivantes des sociétés ou des filiales appartenant à un groupe dont le capital libéré excède 5 milliards de won ou dont l'actif total excède 20 milliards de won:

- acquisition ou possession d'actions d'autres sociétés;
- fusion avec d'autres sociétés; et
- emploi de cadres ou de travailleurs qui occupent simultanément un emploi de cadre ou de travailleur dans d'autres sociétés.

Elle définit ce qu'est une société ayant une position dominante sur le marché et régleme l'abus de cette position. Une société est considérée comme ayant une position dominante si sa part de marché excède 50 pour cent du marché ou si sa part de marché excède 10 pour cent et si en même temps la somme de sa part de marché et de celle d'une ou de deux autres sociétés dépasse 75 pour cent.

La fusion et l'acquisition d'entreprises de télécommunication sont soumises à l'approbation du Ministre conformément à l'article 13 de la Loi sur les télécommunications.

21. L'approbation du Ministre est exigée si des fournisseurs NSP souhaitent s'engager dans des activités autres que les services de télécommunication désignés ou faisant l'objet d'une licence conformément à la Loi sur les télécommunications. La fabrication d'équipements de télécommunication par des fournisseurs NSP n'est pas autorisée en vue de prévenir les problèmes liés à une intégration verticale.

#### Mesures en rapport avec la tarification

22. Le Ministère des communications approuve les prix des fournisseurs NSP conformément à l'article 29 de la Loi sur les télécommunications. Les locations mensuelles, la taxation de l'appel local et la tarification des appels nationaux à longue distance sont approuvées après consultation du Conseil de planification économique conformément à l'article 4 de la Loi sur la stabilisation des prix et le commerce équitable.

23. Des données concernant les coûts dûment présentées et établies conformément au Règlement sur le calcul et la notification des coûts des services de télécommunication sont acceptées au cours du processus d'approbation du tarif d'un fournisseur NSP dans un souci d'objectivité et de transparence.

24. Les tarifs des fournisseurs NSP ne doivent pas être discriminatoires vis à vis d'une personne particulière, comme il est stipulé à l'article 29 de la Loi sur les télécommunications. Toutefois, conformément à l'article 32 de cette loi, un barème spécial peut être appliqué pour des classes d'utilisateurs disposant de revenus modestes ou pour les personnes handicapées. Un rabais en fonction du trafic est autorisé pour certains services, dans la mesure où il encourage la concurrence et ne nuit pas à une concurrence loyale.

Les taxes de répartition entre pays sont fixées d'un commun accord par les fournisseurs de services de télécommunication sous réserve de l'approbation du Ministre, conformément à l'article 59 de la Loi sur les télécommunications.

25. Non.

26. Voir les réponses données aux paragraphes 22 et 23.

27. Le Ministre peut approuver le tarif d'un nouveau service aux fins d'essai sur une base temporaire, conformément à l'article 29 de la Loi sur les télécommunications.

#### Servitudes pour la construction d'infrastructures

28. Un fournisseur NSP que le Ministère des communications a désigné ou auquel il a accordé une licence est autorisé à construire ses propres installations sous réserve de l'approbation du Ministre. Il peut avoir le droit de passage pour la construction d'infrastructures ou d'installations conformément à l'article 39 de la Loi sur les télécommunications.

29. Les fournisseurs étrangers de télécommunication qui ont été autorisés à accéder au marché des services de réseau de télécommunication en Corée bénéficieront du traitement national.

#### Nouveaux services de télécommunication

30. Si un nouveau service de télécommunication est considéré comme une catégorie de service auxiliaire des services de réseau d'un fournisseur NSP en exploitation, il peut être fourni aux usagers après l'approbation, par le Ministre, des principales installations de télécommunication et d'un contrat normalisé concernant le service.

Si un nouveau service de télécommunication est considéré comme une catégorie de service de réseau, un fournisseur répondant aux conditions requises pour fournir ce service sera choisi au moyen d'une procédure de désignation ou de licence. Le fournisseur désigné ou ayant obtenu la licence peut alors offrir le service après l'approbation, par le Ministre, des principales installations de télécommunication et d'un contrat normalisé concernant le service.

31. Le Ministère des communications, conformément à la Loi sur les télécommunications, détermine si le nouveau service appartient à la catégorie des services de réseau ou des services à valeur ajoutée. Ce faisant, il tient dûment compte des opinions des parties intéressées.